

VERTALING

N. 87 — 1582

**17 JULI 1987. — Decreet tot wijziging van het decreet tot regeling,
voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen,
gecoördineerd op 7 november 1983 (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. In artikel 22 van het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, worden de 1^o en 2^o vervangen door de volgende bepalingen :

- « 1^o vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden die het officieel onderwijs vertegenwoordigen;
- 2^o a) drie werkende leden en drie plaatsvervangende leden die het confessioneel vrij onderwijs vertegenwoordigen;
- b) een werkend lid en een plaatsvervangend lid dat het niet-confessioneel vrij onderwijs vertegenwoordigen. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 1987.

De Minister-Voorzitter,

Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE

(1) *Zitting 1986-1987.*

Documenten van de Raad. — Nr. 87, nr. 1. — Ontwerp van decreet. Nr. 87, nr. 2. — Verslag.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 7 juli 1987. — Aanneming. Vergadering van 8 juli 1987.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 1583

**2 JUILLET 1987. — Décret érigeant en entreprise régionale de production et d'adduction d'eau
le service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}, § 1^{er}. Le service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau est érigé en *Entreprise régionale*. Elle porte la dénomination : « *Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau* ». Elle est appelée ci-après : « *Entreprise régionale* ».

§ 2. L'*Entreprise régionale* a le statut d'une entreprise d'Etat au sens du titre II de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

§ 3. L'*Entreprise régionale* est placée sous l'autorité de l'Exécutif régional wallon, qui peut déléguer ses pouvoirs conformément à l'article 69 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Son siège administratif est fixé à Verviers.

Art. 2. L'*Entreprise régionale* a pour objet l'exploitation industrielle et commerciale dans l'intérêt public des ouvrages énumérés ci-après, existants ou en construction, ainsi que des extensions à ces ouvrages, en ce compris les réservoirs de tête et les centrales hydroélectriques qui y sont associés :

- 1^o le complexe de la Station de Traitement des Eaux de la Vesdre à Eupen;
- 2^o le complexe de la Station de Traitement des Eaux de l'Ourthe à Nisramont;
- 3^o le complexe de la Station de Traitement des Eaux du Ry de Rome à Pétigny (Couvin);
- 4^o le complexe de la Station de Traitement des Eaux de la Gileppe à Stembert (Verviers);
- 5^o l'adduction Eupen-Seraing;
- 6^o les ouvrages définis comme grands travaux hydrauliques d'intérêt national, dont l'exploitation serait confiée à l'*Entreprise régionale* par l'Exécutif régional wallon dans la limite des compétences attribuées à la Région par l'article 6, § 1^{er}, V, 1^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;
- 7^o les autres ouvrages dont l'Exécutif régional wallon déciderait de confier l'exploitation à l'*Entreprise régionale*.

Pour les ouvrages visés au 6^o et au 7^o, la décision de l'Exécutif doit être confirmée par décret dans les deux ans de l'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif.

(1) *Session 1986-1987.*

Documents du Conseil 171 (1986-1987). — nos 1 à 2.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 25 juin 1987. Vote. Discussion.

Art. 3. La mission de l'Entreprise régionale comprend :

1° tous actes relatifs à la production, à l'adduction et à la commercialisation de l'eau au moyen des ouvrages visés à l'article 2, en ce compris les missions de traitement et de contrôle;

2° tous actes relatifs à la maintenance des ouvrages visés à l'article 2, dans la limite des compétences attribuées à la Région par l'article 6, § 1^{er}, V, 1° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

3° en application des décisions de l'Exécutif régional wallon, et à charge du budget de l'Entreprise régionale, l'étude, la réalisation ou l'acquisition d'ouvrages et d'équipements nécessaires à l'objet déterminé à l'article 2;

4° à la demande des organismes de distribution d'eau, le contrôle de la qualité des eaux distribuées dans la Région wallonne;

5° l'étude permanente et les réalisations mettant en œuvre des technologies nouvelles en matière de traitement des eaux conformément à l'article 6, § 1^{er}, V de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 4. § 1^{er}. La Région wallonne met à la disposition de l'Entreprise régionale les bâtiments et leurs extensions, les équipements et les biens meubles nécessaires à l'exploitation des ouvrages visés à l'article 2.

L'Entreprise régionale reprend les droits et obligations de l'entreprise d'Etat « Complexe du barrage de Nisramont », tels qu'ils résultent des comptes d'exploitation de cette entreprise à la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Aussi longtemps que la propriété des biens visés à l'article 2 n'a pas été transférée par l'Etat à la Région wallonne, la mise à disposition de ces biens ne donne lieu à aucune rémunération au profit de celle-ci.

§ 3. Lors du transfert des biens à la Région wallonne, les conditions auxquelles l'Entreprise régionale disposera de ces biens seront réglées par décret.

§ 4. La Région wallonne peut réaliser au profit de l'Entreprise régionale l'extension et l'amélioration des ouvrages ainsi que la construction d'immeubles.

Art. 5. L'Entreprise régionale perçoit à son profit les recettes provenant de la vente de l'eau ainsi que de toute autre activité conforme à ses objets et missions.

Art. 6. Il est constitué au sein de l'Entreprise régionale un fonds de réserve alimenté, soit par une intervention en capital de la Région wallonne, soit par le bénéfice d'exploitation de l'Entreprise régionale. Ce fonds est destiné à couvrir les investissements ultérieurs prévus à l'article 3, 3°.

Le montant maximum de ce fonds est fixé à 400 millions de francs.

Art. 7. Il est constitué au sein de l'Entreprise régionale un fonds pour-risques et charges à l'égard de tiers pouvant être alimenté, si nécessaire, par le budget régional.

Art. 8. Les frais d'exploitation, d'amortissement et de renouvellement des biens mis à la disposition par la Région wallonne sont totalement ou partiellement à charge de l'Entreprise régionale selon des modalités arrêtées par l'Exécutif régional wallon.

Art. 9. Il est institué auprès de l'Entreprise régionale, un comité de surveillance présidé par le directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne. Ses compétences, sa composition, son fonctionnement, sont déterminés par l'Exécutif régional wallon.

Art. 10. Sont abrogés :

1° la loi du 22 octobre 1970 érigeant en entreprise d'Etat le service chargé de l'exploitation du complexe du barrage de Nisramont;

2° l'arrêté royal du 27 avril 1971 relatif au comité consultatif du complexe du barrage de Nisramont;

3° l'arrêté royal du 7 septembre 1972, organique de l'entreprise d'Etat chargée de l'exploitation du complexe du barrage de Nisramont;

4° l'arrêté ministériel du 19 février 1973 approuvant le règlement d'ordre intérieur du comité consultatif de l'entreprise d'Etat « Complexe du barrage de Nisramont »;

5° l'arrêté ministériel du 13 janvier 1978 relatif aux délégations de pouvoirs accordées aux fonctionnaires du département des Travaux publics.

Art. 11. L'Exécutif régional wallon fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juillet 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes moyennes pour la Région wallonne,

A. DECLETY

Le Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés pour la Région wallonne,

Ch. AUBECQ

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1583

2. JULI 1987. — Dekret, das die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen in einen Regionalen Betrieb für Wassergewinnung und -zufuhr umwandelt (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. § 1. Die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen wird in einen Regionalen Betrieb umgewandelt. Sie trägt den Namen « Regionaler Betrieb für Wassergewinnung und -zufuhr ». Sie wird nachstehend « Regionaler Betrieb » genannt.

§ 2. Der Regionale Betrieb hat die Rechtsform eines Staatsbetriebs im Sinne von Titel II des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Buchführung des Staates.

§ 3. Der Regionale Betrieb untersteht der Wallonischen Regionalexekutive, die ihre Befugnisse gemäß Artikel 69 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen übertragen kann.

Sein Verwaltungssitz liegt in Verviers.

Art. 2. Der Regionale Betrieb hat die gemeinnützige industrielle und kommerzielle Nutzung der nachstehend ausgezählten bestehenden oder im Bau befindlichen Anlagen sowie der Erweiterungen dieser Anlagen, einschließlich der dazugehörigen Einlaufbecken und Wasserkraftwerke, zum Ziel :

1° des Komplexes der Anlage für die Aufbereitung des Wassers der Weser in Eupen;

2° des Komplexes der Anlage für die Aufbereitung des Wassers der Ourthe in Nisramont;

3° des Komplexes der Anlage für die Aufbereitung des Wassers des Ry de Rome in Péigny (Couvin);

4° des Komplexes der Anlage für die Aufbereitung des Wassers der Gileppe in Stembert (Verviers);

5° der Speiseleitung Eupen-Seraing;

6° der als große Wasserbauanlagen von nationaler Bedeutung geltenden Anlagen, deren Betreibung dem Regionalen Betrieb durch die Wallonische Regionalexekutive anvertraut würde im Rahmen der Zuständigkeiten, die Artikel 6, § 1, V, Punkt 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen der Region überträgt;

7° der anderen Anlagen, deren Betreibung auf Beschluß der Wallonischen Regionalexekutive hin dem Regionalen Betrieb anvertraut würde.

Für die in Punkt 6 und in Punkt 7 erwähnten Anlagen muß der Beschluß der Exekutive binnen zwei Jahren nach Inkrafttreten des Erlasses der Exekutive durch ein Dekret bestätigt werden.

Art. 3. Die Aufgabe des Regionalen Betriebs umfaßt :

1° sämtliche Vorgänge in bezug auf die Gewinnung, die Zufuhr und die Kommerzialisierung des Wassers mittels der in Artikel 2 erwähnten Anlagen, einschließlich der Aufgaben bezüglich der Aufbereitung und der Kontrolle;

2° sämtliche Vorgänge in bezug auf die Wartung der in Artikel 2 erwähnten Anlagen im Rahmen der Zuständigkeiten, die Artikel 6, § 1, V, Punkt 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen der Region überträgt;

3° in Anwendung der Beschlüsse der Wallonischen Regionalexekutive und zu Lasten des Haushalts des Regionalen Betriebs die untersuchung, den Bau und den Erwerb von Anlagen und Ausstattungen, die für das in Artikel 2 festgesetzte Ziel erforderlich sind;

4° auf Antrag der Wasserversorgungseinrichtungen die Kontrolle der Qualität des in der Wallonischen Region verteilten Wassers;

5° die fortlaufende Untersuchung in Sachen Wasseraufbereitung und die damit verbundenen Anlagen, bei denen neue Technologien angewandt werden, gemäß Artikel 6, § 1, V des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

Art. 4. § 1. Die Wallonische Region stellt dem Regionalen Betrieb die Gebäude und deren Erweiterungen, die Ausstattungen und die beweglichen Güter, die zur Betreibung der in Artikel 2 erwähnten Anlagen notwendig sind, zur Verfügung.

Der Regionale Betrieb übernimmt die Rechte und Verpflichtungen des Staatsbetriebs « Complexe du barrage de Nisramont », so wie sie am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets aus den Betriebsrechnungen dieses Betriebs hervorgehen.

§ 2. Solange der Staat der Region das Eigentum der in Artikel 2 erwähnten Güter nicht übertragen hat, führt die Bereitsstellung dieser Güter zu keinerlei Vergütung zu Gunsten der Region.

§ 3. Bei der Übertragung der Güter an die Region werden die Bedingungen, unter denen der Regionale Betrieb über diese Güter verfügen wird, durch ein Dekret geregelt.

§ 4. Die Wallonische Region kann zu Gunsten des Regionalen Betriebs die Erweiterung und die Verbesserung der Anlagen sowie die Errichtung von Gebäuden vornehmen.

Art. 5. Der Regionale Betrieb nimmt die Erträge aus dem Verkauf des Wassers sowie aus jeder anderen Tätigkeit, die seinen Zielen und Aufgaben entspricht, zu seinen eigenen Gunsten ein.

Art. 6. Innerhalb des Regionalen Betriebs wird ein Reservefonds gebildet, der entweder durch eine Kapitalbeteiligung der Wallonischen Region oder durch den Betriebsgewinn des Regionalen Betriebs gespeist wird. Dieser Fonds soll die nachträglichen Investitionen decken, die in Artikel 3, Punkt 3 vorgesehen sind. Der Höchstbetrag dieses Fonds ist auf 400 Millionen Franken festgelegt.

Art. 7. Innerhalb des Regionalen Betriebs wird ein Fonds für Risiken und Lasten gegenüber Drittpersonen gebildet, der nötigenfalls durch den regionalen Haushalt gespeist werden kann.

(1) Sitzung 1986-1987.

Ratsdokumente 171 (1986-1987). — Nrn. 1 bis 2.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 25. Juni 1987. Abstimmung. Diskussion.

Art. 8. Die Kosten für die Nutzung, die Amortisation und die Erneuerung der durch die Wallonische Region bereitgestellten Güter gehen ganz oder teilweise zu Lasten des Regionalen Betriebs je nach den Modalitäten, die die Wallonische Regionalexekutive festlegt.

Art. 9. Beim Regionalen Betrieb wird ein Aufsichtsausschuß eingesetzt, dessen Vorsitz vom Generaldirektor für Naturschätze und Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region geführt wird. Der Zuständigkeitsbereich, die Zusammensetzung und die Arbeitsweise dieses Ausschusses werden von der Wallonischen Regionalexekutive bestimmt.

Art. 10. Folgendes Gesetz und folgende Erlasse werden aufgehoben :

1° das Gesetz vom 22. Oktober 1970, das den mit der Betreibung des Staudammkomplexes von Nisramont beauftragte Dienst in einen Staatsbetrieb umwandelt;

2° der Königliche Erlaß vom 27. April 1971 über den Aufsichtsausschuß des Staudammkomplexes von Nisramont;

3° der Königliche Erlaß vom 7. September 1972 zur Organisation des mit der Betreibung des Staudammkomplexes von Nisramont beauftragten Staatsbetriebs;

4° der Ministerialerlaß vom 19. Februar 1973 zur Genehmigung der Geschäftsordnung des Beratenden Ausschusses des Staatsbetriebs « Complexe du barrage de Nisramont »;

5° der Ministerialerlaß vom 13. Januar 1978 über die Vollmachten, die den Beamten des Ministeriums der Öffentlichen Arbeiten erteilt werden.

Art. 11. Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt den Tag des Inkrafttretens dieses Dekrets.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 2. Juli 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Mittelstands
für die Wallonische Region,

A. DECLETY

Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Bezuschußten Arbeiten
für die Wallonische Region,

Ch. AUBECQ

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers
für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

N. 87 — 1583

2 JULI 1987. — Decreet tot omzetting in een gewestelijk bedrijf
van waterproductie en -leiding van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest
belast met de productie en het groot vervoer van water (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. De dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie en het groot vervoer van water wordt omgeschapen in een gewestelijk bedrijf. Het krijgt de naam « Gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding ». Het wordt hierna volgend « Gewestelijk bedrijf » genoemd.

(1) Zitting 1986-1987.

Stukken van de Raad 171 (1986-1987). — Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 25 juni 1987. Stemming. Bespreking.

§ 2. Het Gewestelijk bedrijf heeft het statuut van een staatsbedrijf in de zin van titel II van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit.

§ 3. Het Gewestelijk bedrijf staat onder het gezag van de Waalse Gewestexecutieve die haar bevoegdheden kan opdragen overeenkomstig artikel 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De administratieve zetel ervan wordt te Verviers gevestigd.

Art. 2. Het gewestelijk bedrijf heeft tot doel de industriële en commerciële uitbating in openbaar belang van de hierna volgende genoemde werken, bestaande of in opbouw, evenals de uitbreidingen van deze werken met inbegrip van de hoofdwaterbekken en de eraan verbonden hydro-electrische centrales :

1° het complex van het Waterzuiveringsstation van de Vesdre te Eupen;

2° het complex van het Waterzuiveringsstation van de Ourthe te Nisramont;

3° het complex van het Waterzuiveringsstation van de Ry de Rome te Pétigny (Couvin);

4° het complex van het Waterzuiveringsstation van de Gileppe te Stembert (Verviers);

5° de waterleiding Eupen-Seraing;

6° de als grote hydraulische werken van nationaal belang omschreven werken waarvan de exploitatie aan het Gewestelijk bedrijf toevertrouwd zou worden door de Waalse Gewestexecutieve binnen de grenzen van de aan het Gewest toegekende bevoegdheden krachtens artikel 6, § 1, V, 1° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

7° de andere werken waarvan de Waalse Gewestexecutieve zou beslissen de exploitatie aan het Gewestelijk bedrijf toe te kennen.

Voor de onder 6° en 7° bedoelde werken moet de beslissing van de Executieve bekrachtigd worden bij decreet binnen twee jaar vanaf de inkrachttreding van het besluit van de Executieve.

Art. 3. De opdracht van het Gewestelijk bedrijf omvat :

1° alle akten betreffende de waterproductie, -leiding en -commercialisatie door middel van de in artikel 2 bedoelde werken met inbegrip van opdrachten van zuivering en controle;

2° alle akten betreffende het onderhoud van de in artikel 2 bedoelde werken, binnen de grenzen van de aan het Gewest toegekende bevoegdheden krachtens artikel 6, § 1, V, 1° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° in toepassing van de beslissingen van de Waalse Gewestexecutieve en ten laste van de begroting van het Gewestelijk bedrijf, de studie, de uitvoering of de aankoop van werken en uitrustingen nodig voor het in artikel 2 bepaalde doel;

4° op aanvraag van de waterverzorgingsinstellingen, de controle van de kwaliteit van de in het Waalse Gewest geleverde waters;

5° de voortdurende studie en de verwezenlijkingen met toepassing van nieuwe technologieën inzake waterzuivering overeenkomstig artikel 6, § 1, V van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 4. § 1. Het Waalse Gewest stelt de gebouwen en hun uitbreiding, de uitrustingen alsook de voor de exploitatie van de werken bedoeld in artikel 2 nodige roerende goederen ter beschikking van het Gewestelijk bedrijf.

Het Gewestelijk bedrijf neemt de rechten en plichten van het staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont » over zoals zij blijken uit de uitbatingsrekeningen van dit bedrijf op de datum van de inkrachttreding van dit decreet.

§ 2. Zolang dat de eigendom van de in artikel 2 bedoelde goederen niet door de Staat naar het Waalse Gewest overgedragen is, geeft de terbeschikkingstelling van deze goederen geen aanleiding tot enige vergoeding ten bate van dit laatste.

§ 3. Bij de overdracht van de goederen naar het Waalse Gewest zullen de bepalingen waardoor het gewestelijk bedrijf over deze goederen zal beschikken bij decreet geregeld worden.

§ 4. Het Waalse Gewest kan de uitbreiding en de verbetering van de werken evenals het bouwen van onroerende goederen ten bate van het Gewestelijk bedrijf uitvoeren.

Art. 5. Het Gewestelijk bedrijf int ten eigen bate de ontvangsten van de verkoop van het water, alsmede van elke andere werkzaamheid die aan zijn doelen en opdrachten beantwoordt.

Art. 6. Er wordt in het Gewestelijk bedrijf een reservefonds samengesteld, verzorgd hetzij door een bijdrage in kapitaal van het Waalse Gewest, hetzij door de uitbatingwinst van het Gewestelijk bedrijf. Dit fonds is bestemd om de in artikel 3, 3°, bedoelde verdere investeringen te dekken.

Het maximumbedrag van dit fonds wordt op 400 miljoen frank vastgesteld.

Art. 7. Er wordt in het Gewestelijk bedrijf een fonds samengesteld voor risico's en lasten ten aanzien van derden welk verzorgd kan worden, indien nodig, door de gewestelijke begroting.

Art. 8. De uitbating-, aflossings- en vernieuwingskosten van de door het Waalse Gewest ter beschikking gestelde goederen zijn voor het geheel of voor een gedeelte ten laste van het Gewestelijk bedrijf volgens de door de Waalse Gewestexecutieve bepaalde wijzen.

Art. 9. Bij het Gewestelijk bedrijf wordt een toezichtcomité ingesteld, die door de directeur-generaal van Natuurlijke Bronnen en Leefmilieu van het Waalse Gewest wordt voorgezeten. Bevoegdheden, samenstelling en werkwijze worden door de Waalse Gewestexecutieve vastgesteld.

Art. 10. Worden opgeheven :

1° de wet van 22 oktober 1970 tot omzetting in een staatsbedrijf van de dienst belast met de exploitatie van het stuwdamcomplex te Nisramont;

2° het koninklijk besluit van 27 april 1971 betreffende de raad voor advies van het « Stuwdamcomplex Nisramont »;

3° het koninklijk besluit houdende organisatie van het staatsbedrijf, belast met de exploitatie van het stuwdamcomplex te Nisramont;

4° het ministerieel besluit van 19 februari 1973 tot goedkeuring van het reglement van inwendige orde van de raad voor advies van het staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont »;

5° het ministerieel besluit van 13 januari 1978 betreffende de delegaties van bevoegdheid toegekend aan ambtenaren van het Ministerie van Openbare Werken.

Art. 11. De Waalse Gewestexecutieve bepaalt de datum van inkrachttreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, hevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand voor het Waalse Gewest,

A. DECLETY

De Minister van Huisvesting en Toezicht voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister voor Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken voor het Waalse Gewest,

Ch. AUBECQ

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu en Landbouw voor het Waalse Gewest,

D. DUCARME

F. 87 — 1584

**9 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
modifiant l'article 194 du Code wallon
de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection de titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 7, alinéa 3;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, notamment les articles 41, § 2, alinéa 2, 42, § 1^{er}, alinéa 2, 192, 193, 194, 195;

Vu l'urgence justifiée par le fait que de nombreux dossiers, susceptibles de déboucher sur des actions en justice, sont actuellement en cours;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 194 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est complété par la disposition suivante : « 7° Les piscines, à condition qu'elles dépassent le niveau du sol de moins de 60 cm de hauteur, que la superficie de leur plan d'eau n'excède pas 100 m² et qu'elles se situent à plus de 3 m d'une limite de propriété. Lorsque la piscine est hors sol, le talutage est obligatoire avec une pente inférieure à un quart en vue de se raccorder au terrain naturel ».

Art. 2. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 9 juillet 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

A. LIENARD